



Conseil de sécurité

Distr. générale
24 février 2003
Français
Original: anglais

Exposé succinct du Secrétaire général sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur l'état d'avancement de leur examen

Additif

Conformément à l'article 11 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil est saisi est publiée dans les documents S/2003/40 du 14 février 2003 et S/2003/40/Add.3 du 21 février 2003.

Au cours de la semaine qui s'est achevée le 1er février 2003, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions suivantes :

La situation entre l'Iraq et le Koweït (voir S/21100/Add.30 à 33, 36 à 38, 42, 43 et 47; S/22110/Add.6 à 9, 13, 14, 17, 20, 24, 25, 32, 37 et 40; S/23370/Add.8, 11, 28, 34 et 39; S/25070/Add.1, 2, 5, 21, 24 et Corr.1, 26 et 47; S/1994/20/Add.8, 39 à 41 et 45; S/1995/40/Add.14; S/1996/15/Add.11, 12, 23 et 33; S/1997/40/Add.15, 22 à 24, 36, 42, 43, 45, 48 et 51; S/1998/44/Add.2, 7, 9, 12, 19, 24, 36, 44, 47 et 50; S/1999/25/Add.19, 39, 45 et 47 à 49; S/2000/40/Add.11, 12, 22 et 48; S/2001/15/Add.22, 26, 27 et 48; S/2002/30/Add.19, 41, 44, 47 et 48; et S/2003/40; voir également S/23370/Add.10, 32, 35 et 47; S/2001/15/Add.40; et S/2002/30/Add.39)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 4692e séance, le 27 janvier 2003, comme convenu lors de ses consultations préalables.

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de l'Iraq, à sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Comme convenu lors des consultations préalables du Conseil et avec l'assentiment du Conseil, le Président a adressé une invitation au titre de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil à Hans Blix, Président exécutif de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies, et à Mohamed ElBaradei, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.



La situation au Libéria (voir S/22110/Add.3 et Corr.1; S/23370/Add.18 et 46; S/25070/Add.12, 23, 32 et 38; S/1994/20/Add.15, 20, 27, 36 et 41; S/1995/40/Add.1, 14, 25, 36 et 44; S/1996/15/Add.3, 4, 14, 18, 21, 34 et 47; S/1997/40/Add.12, 25 et 30; S/2001/15/Add.10 et 45; et S/2002/30/Add.8, 18 et 49; voir également S/2001/15/Add.7 et 10)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 4693e séance, le 28 janvier 2003, comme convenu lors de ses consultations préalables.

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2003/98), élaboré au cours des consultations préalables du Conseil.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2003/98, qui a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 1458 (2003) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1458 (2003), à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1er août 2002-31 juillet 2003*).

Système de certification du Processus de Kimberley

Le Conseil de sécurité s'est réuni pour examiner cette question à sa 4694e séance, le 28 janvier 2003, comme convenu lors de ses consultations préalables.

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2003/54), élaboré au cours des consultations préalables du Conseil.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2003/54, qui a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 1459 (2003) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1459 (2003), à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1er août 2002-31 juillet 2003*).

Les enfants et les conflits armés (voir S/1998/44/Add.26; S/1999/25/Add.33; S/2000/40/Add.29 et 31; S/2001/15/Add.47; S/2002/30/Add.18; et S/2003/40/Add.2)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 4695e séance, le 30 janvier 2003, comme convenu lors de ses consultations préalables; il était saisi du rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (S/2003/1299).

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2003/112), élaboré au cours des consultations préalables du Conseil.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2003/112, qui a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 1460 (2003) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1460 (2003), à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1er août 2002-31 juillet 2003*).

La situation au Moyen-Orient (voir S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8252, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, 16, 23, 24, 29, 30, 33, 41, 43 et 44; S/11185/Add.14 à 16, 21, 42/Rev.1 et 47; S/11593/Add.15, 21, 29, 42 et 49; S/11935/Add.21, 42 et 48; S/12269/Add.12, 13, 21, 42 et 48; S/12520/Add.10, 11, 17, 21, 37, 39, 42, 47 et 48; S/13033/Add.2, 16, 19, 21, 23, 34, 47 et 50; S/13737/Add.15, 16, 21, 24 à 26, 33, 47 et 50; S/14326/Add.10, 11, 20, 24, 28, 29, 47 et 50; S/14840/Add.8, 21 à 25, 27, 30 à 33, 37, 42 et 48; S/15560/Add.3, 21, 29, 37, 42, 45, 47 et 48; S/16270/Add.6 à 8, 15, 20, 21, 34, 35, 40 et 47; S/16880/Add.8 à 10, 15, 20, 21, 41 et 46; S/17725/Add.2, 15, 21, 28, 35, 38, 43 et 47; S/18570/Add.2, 21, 30 et 47; S/19420/Add.2 à 4, 18, 19, 22 et Corr.1, 30, 48 et 50; S/20370/Add.4, 12, 16, 21, 30, 32, 37, 44, 46, 47 et 51; S/21100/Add.4, 21, 30 et 47; S/22110/Add.4, 21, 30 et 47; S/23370/Add.4, 7, 21, 30 et 47; S/25070/Add.4, 21, 30 et 48; S/1994/20/Add.3, 20, 29 et 47; S/1995/40/Add.4, 21, 29 et 47; S/1996/15/Add.4, 15, 21, 30 et 47; S/1997/40/Add.4, 21, 30 et 46; S/1998/44/Add.4, 21, 30 et 47; S/1999/25/Add.3, 20, 29 et 46; S/2000/40/Add.4, 15, 20, 21, 24, 29 et 47; S/2001/15/Add.5, 22, 31 et 48; et S/2002/30/Add.4, 21, 30 et 50; voir également S/2000/40/Add.39, 44, 46, 47 et 50; S/2001/15/Add.11 à 13, 34, 47 et 50; S/2002/30/Add.3, 7, 8, 10, 12 à 15, 17, 20, 23, 24, 28, 29, 37, 38, 45 et 50; et S/2003/40/Add.2 et 3)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 4696e séance, le 30 janvier 2003, comme convenu lors de ses consultations préalables. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (S/2003/38).

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2003/111), présenté par la France.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2003/111, qui a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 1461 (2003) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1461 (2003), à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1er août 2002-31 juillet 2003*).

La situation en Géorgie (voir S/23370/Add.40; S/25070/Add.4, 26, 27, 31, 34, 37, 42, 44, 45 et 51; S/1994/20/Add.4, 8, 9, 11, 13, 25, 28 et 47; S/1995/40/Add.1, 10, 18 et 32; S/1996/15/Add.1, 16, 27 et 42; S/1997/40/Add.4, 18, 30 et 44; S/1998/44/Add.4, 21, 30 et 47; S/1999/25/Add.3, 17, 29 et 44; S/2000/40/Add.4, 18, 29 et 45; S/2001/15/Add.5, 12, 17, 31 et 44; et S/2002/30/Add.4 et 30; voir également S/2002/30/Add.3 et 29; et S/2003/40/Add.2)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 4697e séance, le 30 janvier 2003, comme convenu lors de ses consultations préalables. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la situation en Abkhazie (Géorgie) (S/2003/39).

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2003/102), élaboré au cours des consultations préalables du Conseil.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2003/102, qui a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 1462 (2003) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1462 (2003), à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1er août 2002-31 juillet 2003*).

La situation concernant le Sahara occidental (voir S/11593/Add.42 et 44; S/19420/Add.38; S/21100/Add.25; S/22110/Add.17; S/23370; S/25070/Add.9; S/1994/20/Add.12, 29 et 45; S/1995/40/Add.1, 14, 20, 25, 37 et 50; S/1996/15/Add.21 et 47; S/1997/40/Add.11, 20, 39 et 42; S/1998/44/Add.4, 15, 29, 37, 43 et 50; S/1999/25/Add.3, 5, 12, 16, 18, 36 et 49; S/2000/40/Add.8, 21, 29, 42 et 43; S/2001/15/Add.9, 17, 26 et 48; et S/2002/30/Add.8, 17 et 30; voir également S/2001/15/Add.47; et S/2002/30/Add. 8, 16 et 29; et S/2003/40/Add.3)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de cette question à sa 4698e séance, le 30 janvier 2003, comme convenu lors de ses consultations préalables. Il était saisi du rapport du Secrétaire général sur la situation concernant le Sahara occidental (S/2003/59).

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/2003/116), élaboré au cours des consultations préalables du Conseil.

Le Conseil de sécurité a procédé au vote sur le projet de résolution S/2003/116, qui a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 1463 (2003) (pour le texte de la résolution, voir le document S/RES/1463 (2003), à paraître dans *Documents officiels du Conseil de sécurité, Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1er août 2002-31 juillet 2003*).

La situation en Afghanistan (voir S/1994/20/Add.3, 11, 31 et 47; S/1996/15/Add.6, 14, 38, 41 et 42; S/1997/40/Add.15, 27 et 50; S/1998/44/Add.14, 28, 31, 34, 37 et 49; S/1999/25/Add.33, 40 et 41; S/2000/40/Add.13 et 50; S/2001/15/Add.23, 31, 46, 49 et 51; et S/2002/30/Add.2, 4, 5, 8, 10, 12, 16, 20, 24, 25, 28, 37, 43, 47, 49 et 51; voir également S/19420/Add.44; S/20370/Add.14 à 16; et S/21100/Add.1)

Le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question à sa 4699e séance, le 31 janvier 2003, comme convenu lors de ses consultations préalables.

Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité le représentant de l'Afghanistan, à sa demande, à participer au débat sans droit de vote.

Comme convenu lors des consultations préalables du Conseil et avec l'assentiment du Conseil, le Président a adressé une invitation au titre de l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil à Lakhdar Brahimi, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan.